

Colloque international

L'islam et le changement social

Université de Lausanne, 10 et 11 octobre 1996

organisé par l'Institut d'Anthropologie et de Sociologie et le Département Interfacultaire d'Histoire et de Sciences des Religions, et par la Société Suisse Moyen Orient et Civilisation Islamique, membre de l'Académie Suisse des Sciences Humaines et Sociales.

Pendant deux jours, des spécialistes provenant de différentes régions de Suisse, des pays européens voisins ainsi que de plusieurs pays du pourtour méditerranéen se sont réunis pour confronter leurs points de vue et permettre au public de prendre connaissance des résultats auxquels sont parvenues les sciences sociales et les sciences humaines sur cette problématique de l'islam et du changement social.

L'occasion, le choix et la pertinence du thème étaient d'autant plus précieux que nous sommes malheureusement habitués, il faut le dire et le répéter, à entendre sur l'aire islamique des discours extrêmement pauvres et simplificateurs.

La place occupée par l'islam dans l'explication des dynamiques sociales en cours dans les sociétés de tradition islamique n'a jamais été très convaincante. En remettant en cause le discours orientaliste sur l'immobilisme de l'islam et son emprise totale sur l'ensemble des sociétés qui en relèvent, les interventions des chercheurs ont permis de montrer comment ce regard, porté de l'extérieur, était historiquement et culturellement déterminé et relevait d'un rapport de force à la fois politique, culturel et idéologiques.

Les stéréotypes «antimodernes» que l'Occident a tendance à attribuer aux réalités des sociétés musulmanes, transformées pour l'occasion en «la» réalité musulmane, gomme de la sorte l'extrême diversité des formes sociales, culturelles, linguistiques et anthropologiques qui caractérisent cette aire de civilisation, pour nous poser un certain nombre de questions.

Est-il encore possible de défendre l'idée, longtemps partagée par les études orientalistes,

selon laquelle la religion serait le vecteur principal du changement social dans les pays musulmans? Une telle idée repose en fait sur une confusion établie entre le niveau du système symbolique de référence (l'islam) et celui des significations et des usages conférés aux symboles.

Ainsi, par exemple, en est-il de l'application de la char'i'a. L'injonction: «Il faut appliquer la char'i'a»

ne nous apprend presque rien sur le type d'action engagée pour la réalisation de cet objectif et encore moins sur le contenu exact à lui conférer.

Comment expliquer autrement les différentes expériences, souvent aussi radicalement diverses les unes des autres, que poursuivent des pays comme le Pakistan, l'Arabie Saoudite, l'Iran ou encore le Soudan et plus récemment l'Afghanistan dans leur application respective de la char'i'a lorsqu'il s'agit de courants politiques et d'acteurs sociaux se disputant le pouvoir à l'intérieur d'une même formation sociale, comme c'est le cas actuellement, par exemple, en Algérie, sinon que cette référence constitue en quelque sorte un «idiome politique» permettant à la contestation sociale et économique de s'exprimer?

L'islam est ici utilisé pour porter un certain type de jugement sur le fonctionnement des institutions et de la justice sociale. Ce qui détermine cette évaluation ce n'est pas l'islam, mais un système d'action politique et culturel. Bref, bien loin de suivre son propre mouvement et de guider la société, l'islam est lui-même investi par de multiples systèmes d'actions qui le déterminent. Les nombreuses données anthropologiques

et historiques disponibles montrent que l'islam est une religion qui s'est toujours pliée aux différentes influences qui s'exerçaient sur elles.

Le deuxième axe de réflexion du colloque, consistait à se demander s'il est encore possible d'admettre l'idée, largement répandue, selon laquelle l'islam serait un frein au processus de laïcisation qui constitue l'un des paramètres de la modernisation en Occident? Cette question en soulève une autre, celle de savoir qu'entendre exactement par laïcisation et comment l'appliquer à l'islam?

La singularité de la sécularité en Occident, à savoir qu'elle est le produit d'une «sortie de la religion» pour reprendre la formulation de Marcel Gauchet (auteur du livre Le désenchantement du monde), ne doit pas nous amener à postuler l'universalité de ce mouvement et à projeter sur le devenir des autres sociétés des connotations chrétiennes profondément ancrées dans le processus même de la sécularisation occidentale. C'est ainsi, qu'au sein de la tradition scientifique elle-même, on a eu tendance, et par contraste avec l'expérience occidentale de la sortie de la religion, de conclure au primat de la religion partout ailleurs.

Concernant les sociétés islamiques, on n'a pas hésité à affirmer l'idée que la religion y était structurante, qu'elle y était constitutive du lien social. Il ne s'agit pas ici de nier la différence entre les deux traditions, occidentale et islamique, mais d'affirmer que le changement n'est pas absent dans les pays de tradition islamique et que celui-ci n'y est pas conçu sous la forme d'une sortie obligatoire du religieux, d'une rupture radicale avec la sphère extérieure du transcendantal.

La définition excessivement englobante de la religion – conception héritée de la tradition religieuse occidentale et passée sans autre dans la théorie des sciences sociales – transforme celle-ci en une catégorie autoritaire qui prête à l'autre une allure archaïque, le fige dans une identité essentielle et disqualifie a priori ses productions socio-culturelles et politiques spécifiques. Dès lors, le fait que la société musulmane possède un style culturel propre est interprété comme découlant de l'existence d'un réel monisme religieux dans cette tradition. D'où l'impression, persistante en Occident, de l'islam comme un bloc monolithique, tout entier tendu, à l'intérieur

vers le contrôle des consciences, et à l'extérieur vers le jihad, la guerre sainte contre l'infidèle.

Peut-être faudrait-il alors considérer l'islam non pas comme une structure surplombant la société, comme un fait qui relève de l'injonction de la foi et de l'application stricte du canon religieux, mais comme un style de vie qui participe, au-delà de tout contenu primordial, à un jeu de correspondances formelles? Derrière l'unicité apparente d'un modèle de référence, derrière la forte tonalité d'un mode d'être se profileraient une pluralité d'univers sociaux et culturels et une discontinuité des comportements et des attitudes de la vie quotidienne.

C'est à la découverte et à l'analyse de ces différentes dimensions sociales, culturelles et politiques, de ces différents champs d'action et de pensée, de ces différents acteurs sociaux, de ces différentes voies de changement que le colloque s'est attelé. ♦

Ahmed Benani
Mondher Kilani

Nouvelle association:

L'Association des amis de la culture arabe (AACA) s'est constituée le 8 novembre 1996 à Genève. Elle se propose de renforcer les liens et les échanges entre la communauté arabe et les autres communautés de Genève, et de contribuer au rayonnement de la langue et de la culture arabes par le biais d'activités culturelles, non académiques et conviviales. Elle regroupe des personnes originaires du monde arabe, des arabisants et des personnes intéressées par cette culture. Neutre sur les plans politique, idéologique et confessionnel, elle ne poursuit aucun but lucratif.

N'hésitez pas à nous contacter:

AACA
Case postale 2037
1211 Genève 2